



**Termes de référence  
Evaluation externe - Projet FEDIAAC**

*Femmes Engagées pour le Développement Inclusif et l'Autonomie Alimentaire de leurs Communes*

**Dakar, Sénégal**



## SOMMAIRE

<b>1. Présentation du projet à évaluer et de son contexte</b> .....	<b>3</b>
<b>1.1. Situation dans laquelle s’inscrit le projet</b> .....	<b>3</b>
<b>1.2. Présentation des parties prenantes</b> .....	<b>4</b>
1.2.1. Wecf France .....	4
1.2.2. Enda Graf Sahel.....	4
1.1.3. Partenariat Wecf France/Enda Graf.....	4
<b>1.2. Présentation de l’action à évaluer</b> .....	<b>5</b>
<b>2. Objectifs et méthodologie de l’évaluation</b> .....	<b>6</b>
<b>2.1. Justificatifs/objectifs de l’évaluation</b> .....	<b>6</b>
<b>2.2. Questions évaluatives/ Thématiques à traiter</b> .....	<b>6</b>
<b>2.3. Méthodologie</b> .....	<b>7</b>
<b>3. Aspects pratiques de l’évaluation</b> .....	<b>7</b>
<b>3.1. Calendrier</b> .....	<b>7</b>
<b>4.4. Modalités de sélection</b> .....	<b>7</b>
<b>4.5. Rendus attendus</b> .....	<b>8</b>
<b>4.6. Budget disponible</b> .....	<b>8</b>
<b>4.7. Modalités de candidature</b> .....	<b>9</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>9</b>
<b>Annexe 1 : Canevas de la proposition technique</b> .....	<b>10</b>
<b>Annexe 2 : Modèle de devis</b> .....	<b>11</b>

## 1. Présentation du projet à évaluer et de son contexte

### 1.1. Situation dans laquelle s'inscrit le projet

Le Sénégal est un pays sahélien dont l'agriculture occupe une place importante dans l'économie. Le secteur agricole, APE (Agriculture, Pêche et Elevage) occupe plus de 50% de la population active, ce secteur est constitué de nombreuses petites exploitations familiales et contribue à près de 15% du PIB annuel. Cependant, le Sénégal n'arrive pas à couvrir l'essentiel de ses besoins alimentaires du fait de la faible production, du manque de soutien par l'Etat des actrices et acteurs et des difficultés d'accès à la terre et aux ressources financières, en particulier pour les femmes et les jeunes. Depuis plusieurs décennies l'agriculture sénégalaise est marquée par le développement des cultures d'exportation (arachide, coton) au détriment des cultures vivrières (mil, sorgho, etc.). Cette situation est accentuée par la mondialisation accélérée. De plus, l'urbanisation rapide place Dakar, comme tout le pays, en situation de dépendance alimentaire vis-à-vis des pays européens, asiatiques et d'Amérique Latine. Pour couvrir ses besoins alimentaires, le Sénégal est obligé d'importer les denrées de première nécessité (riz, sucre, lait).

Ce contexte de pauvreté et d'insécurité alimentaire est accentué par les orientations politiques qui ont pour conséquence la dégradation des écosystèmes. En effet, les ressources naturelles sont épuisées du fait de plusieurs facteurs comme l'accaparement des terres, le développement de l'agrobusiness, l'octroi incontrôlé de licences de pêche. A ces politiques agricoles et commerciales destructrices des écosystèmes viennent s'ajouter les impacts du dérèglement climatique tels que la salinisation des terres, l'avancée de la mer, les sécheresses successives et les inondations.

Le chômage et les conditions de plus en plus difficiles poussent les jeunes ruraux à quitter les campagnes pour s'installer dans la capitale. Ces nouveaux/nouvelles arrivant.es tentent de s'intégrer dans le secteur informel (vendeur·ses ambulants·es, laveurs de voiture, cireurs, travailleur·euses domestiques, lingères, restauratrices populaires etc.) ou viennent gonfler le nombre des chômeur·euses. Ceci explique la surpopulation de Dakar ainsi que l'exode des jeunes en dehors du pays.

Malgré ces contraintes, de nombreuses initiatives se développent pour faire face à l'insécurité alimentaire des populations. Il s'agit de l'agriculture périurbaine et de la transformation et de la distribution de produits locaux. Ces initiatives majoritairement portées par les femmes sont peu soutenues. Les diagnostics et études réalisés par Enda Graf Sahel montrent l'importante contribution des femmes dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, la valorisation des produits locaux, la création d'emplois et le développement de l'économie territoriale. Cependant la plupart d'entre elles restent confrontées aux problèmes d'accès à la terre ou aux infrastructures de production, transformation et commercialisation, ou encore aux crédits et à la formation.

En effet, Dakar est une zone géographique caractérisée par une démographie galopante avec une densité de 5735 habitants/km<sup>2</sup> alors que la moyenne nationale est de 69 habitants/km<sup>2</sup>. Même si la région apparaît comme la plus nantie avec la concentration de l'ensemble des structures administratives du pays et la quasi-totalité du tissu industriel du Sénégal, Dakar comprend aussi une zone périurbaine très vulnérable.

La crise de la Covid-19 est multidimensionnelle et affecte outre le domaine sanitaire, les domaines économique et social. Le ralentissement économique, lié à l'épidémie et aux mesures adoptées a aussi durement frappé le secteur agricole au Sénégal. De plus, l'économie informelle, déjà prédominante, avec les revenus précaires qui y sont associés, a vu sa part augmenter dans l'économie du pays. Du fait des contraintes liées aux approvisionnements irréguliers et aux difficultés d'écoulement de leur production, certaines actrices et acteurs sont contraint·es d'abandonner leurs activités. Cette situation frappe durement le Sénégal : d'après l'économiste Moubarack Lo, le taux de croissance de 2020 qui avait été estimé à 6,8% en début d'année, chutera à 1,1% à la suite de la crise mondiale, avec un impact réel sur la pauvreté qui touche 37,8% de la population.

## 1.2. Présentation des parties prenantes

### 1.2.1. Wecef France

Wecef France est le bureau français de WECF, Women Engage for a Common Future, réseau international écoféministe d'organisations fondé dans la dynamique du premier Sommet de la terre, afin de construire avec les femmes un monde juste, sain et durable. WECF agit à travers des projets de terrain à l'échelle locale en renforçant les capacités des femmes, et un travail de plaidoyer à l'échelle nationale et internationale, qui porte la priorité Genre dans les processus politiques.

WECF a le statut d'ONG auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC), et participe activement aux grandes conventions de l'ONU pour y représenter les femmes : Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), Convention sur la Diversité Biologique (CBD), Protocole sur l'eau et la santé, Convention d'Aarhus sur la participation publique. WECF est un partenaire officiel du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), membre de la Women and Gender Constituency, et membre organisateur du comité de coordination mondial du Groupe Majeur Femmes dans le processus ODD-Post 2015. WECF est également impliqué dans le processus Climate Chance – acteurs non étatiques pour le Climat.

### 1.2.2. Enda Graf Sahel

Enda Graf Sahel est une ONG de développement sénégalaise, dont les programmes rayonnent dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (Guinée, Mali, Bénin, Gambie, Togo, Guinée Bissau,) et en Europe. Enda Graf Sahel est membre de l'ONG Internationale Enda tiers-monde et à ce titre a développé un travail de recherche d'alternative au développement, s'appuyant sur toutes les dimensions que recouvrent les facteurs d'appauvrissement et valorisant les initiatives locales.

Enda Graf Sahel mène des programmes de développement au Sénégal depuis plus de 30 ans dans plusieurs secteurs d'intervention et notamment dans la promotion de l'agroécologie, de l'agriculture et du développement rural, de la nutrition-alimentation et du développement durable.

Enda Graf Sahel axe ses interventions sur le changement social et politique et accompagne les populations locales en partenariat avec les autorités locales et d'autres ANE, et réalise des études et recherches pour mieux comprendre les contextes, les mutations en cours dans les sociétés, les cadres dans lesquels vont s'inscrire les actions à entreprendre ou à soutenir, la réalité sociale des acteurs.

### 1.1.3. Partenariat Wecef France/Enda Graf

Les premiers contacts entre Enda Graf Sahel et Wecef France ont été établis dans le cadre de la politique Genre et Développement de l'ancienne Région Rhône-Alpes (2010-2016) et leur collaboration commence en 2016 lors de la COP 22. Au cours de la Cérémonie de Remise du Prix "Solutions Genre et Climat" organisée par WECF et la Women and Gender Constituency, Enda Graf Sahel a reçu le prix des solutions transformatives pour son projet de préservation des ressources halieutiques du delta du fleuve Saloum au Sénégal, dont les mangroves sont menacées par la montée des eaux, l'afflux des populations vers les côtes et la surpêche industrielle.

Les deux organisations œuvrent pour la promotion de l'Egalité de Genre dans un contexte de Changement Climatique à travers des actions de plaidoyer à l'échelle internationale et le développement de solutions techniques adaptées aux besoins des populations locales.

## 1.2. Présentation de l'action à évaluer

Objectif global de l'action	Créer une filière alimentaire locale (de la fourche à la fourchette) assurant la résilience des territoires ciblés à la suite de la crise de la Covid 19 à travers le renforcement des capacités de 680 productrices maraîchères et transformatrices et de 120 jeunes.
Bénéficiaires directs	680 femmes maraîchères, transformatrices et restauratrices et 120 jeunes (50% femmes et 50% hommes) dans 4 communes de la région périurbaine de Dakar (Les Parcelles Assainies, Hann Bel Air, Grand Yoff et Ouakam)
Bénéficiaires indirects	433 842 habitants des 4 communes de la région périurbaine de Dakar (Les Parcelles Assainies, Hann Bel Air, Grand Yoff et Ouakam)
<b><i>Objectif spécifique 1 : Améliorer les revenus et diversifier l'offre alimentaire en renforçant les compétences techniques, économiques et environnementales de 680 femmes et 120 jeunes.</i></b>	
R1 : Les maraîchères, transformatrices et restauratrices ont amélioré leurs connaissances techniques et professionnelles (agroécologie, production et transformation résiliente intégrant la transition écologique, gestion et stratégie commerciale durables).	
Activités principales	R1A1 : Diagnostic et cartographie des bénéficiaires et des besoins R1A2 : Constitution des modules de formation R1A3 : 10 sessions de formation sur 4 communes (techniques de maraîchage écologique, restauration et transformation de produits avec utilisation des ER, hygiène, mesures COVID, gestion, stratégie commerciale) R1A4 : Accompagnement à la mise en pratique des compétences acquises
<b><i>Objectif spécifique 2 : Mettre en place 4 plateformes territoriales multi-actrices, pour structurer la filière locale et améliorer les chaînes de valeurs en développant les capacités de commercialisation.</i></b>	
R2 : 4 plateformes multi-actrices fonctionnent et favorisent le développement local.	
Activités principales	R2A1 : Organisation et animation de réunions multi-actrices avec soutien des autorités locales R2A2 : Mise en place de la gouvernance des plateformes, élaboration et adoption de chartes R2A3 : Suivi des formations techniques avec octroi d'équipements productif et de matériel R2A4 : Accompagnement à la mise en place de partenariats entre les actrices des plateformes
<b><i>Objectif Spécifique 3 : Renforcer la participation effective et égale des femmes dans les instances de décisions politiques pour développer des politiques publiques en faveur de l'autonomie alimentaire.</i></b>	
R3 : Le rôle des femmes dans l'économie locale et la sécurité alimentaire est reconnu et valorisé par un meilleur accès aux ressources et aux instances de décision.	
Activités principales	R3A1 : Mise en place de formations sur le plaidoyer politique en faveur des droits des femmes, et de tutorat pour l'élaboration de documents de position R3A2 : Accompagnement à la participation politique effective à travers un programme de réunions collectives et de tutorat individuel
R4 : Le projet devient un modèle de politique locale de développement résilient intégrant le genre.	
Activités principales	R4A1 : Organisation de plusieurs événements rendant visible la contribution des femmes dans l'amélioration de l'autonomie alimentaire et de l'économie locale R4A2 : Elaboration d'un livret de recommandations politiques pour les élue.es locaux et nationaux sur le renforcement de la contribution des femmes aux politiques d'autonomie alimentaire et de développement résilient
R5 : Les enseignements tirés des actions menées au Sénégal sont diffusés et alimentent le travail de plaidoyer dans les Conventions ONU (CCNUCC, HLPF, CSW)	
Activités principales	R5A1 : Capitalisation : organisation de présentations et événements internationaux dans le cadre des conventions ONU (incl. Visio-conférences) avec participation d'actrices locales R5A2 : Capitalisation : contribution à des documents de plaidoyer international se basant sur l'expérience du Sénégal

## 2. Objectifs et méthodologie de l'évaluation

### 2.1. Justificatifs/objectifs de l'évaluation

Le projet mis en œuvre par Wecf France et Enda Graf Sahel, financé à 100% par l'AFD et mis en œuvre depuis octobre 2020 pour une durée de deux ans et 3 mois, doit faire l'objet d'une évaluation finale externe pour apprécier les résultats du projet, l'impact des activités menées par rapport aux objectifs visés et du partenariat entre Wecf France et Enda Graf Sahel sur les territoires du projet. La recherche de l'évaluateur ou de l'évaluatrice externe est l'objectif des termes de référence ici présents.

Sur la base de ses résultats, l'évaluation pourra également servir de base à une phase II du projet, dans d'autres localités sénégalaises.

Les bénéficiaires principaux des résultats sont entre autres : Enda Graf Sahel, Wecf France et la population bénéficiaire du projet FEDIAAC (maraîchères, restauratrices, formatrices et jeunes) ainsi que l'AFD.

La présente évaluation poursuit les objectifs suivants :

- Evaluer le degré de réalisation des activités et les résultats atteints tels que programmés dans le cadre logique du projet
- Evaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficacités et la durabilité du projet avec un accent spécifique sur le renforcement de la sécurité alimentaire des communes
- Analyser les changements survenus au niveau des groupes cibles et des structures de gouvernance locales (syndicat, association, instance faîtière) dans les zones couvertes par le projet au cours de la période 2020-2022
- Analyser le partenariat entre Enda Graf Sahel et Wecf France et déterminer la contribution à ces changements des interventions d'Enda Graf Sahel et de Wecf France à travers ce projet,
- Disposer de recommandations :
  - o Quels sont les acquis pour les relations futures entre les groupes cibles et Enda Graf Sahel ?
  - o Quelles sont les leçons apprises et les recommandations à tirer suite au partenariat entre Wecf France et Enda Graf Sahel à travers le projet FEDIAAC ?
  - o Quelles sont les forces et les faiblesses constatées au cours du projet ayant positivement ou négativement impacté le partenariat ?
  - o Quelles leçons tirer pour la suite des interventions des difficultés rencontrées et des réussites obtenues dans la mise en œuvre de ce projet ?
  - o Quels sont les principaux enjeux sur lesquels Wecf France et Enda Graf Sahel devraient centrer leurs interventions ? Y a-t-il de nouvelles préoccupations qui devraient être prises en compte ?

### 2.2. Questions évaluatives/ Thématiques à traiter

Afin d'évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficacités et la durabilité du projet à ce stade, et permettre la pérennisation du projet, l'équipe évaluatrice tentera d'apporter des réponses ou recommandations aux thématiques suivantes concernant :

- Les résultats de la méthodologie globale du projet utilisée dans la mise en œuvre des activités.
- Les résultats sur la pertinence des activités au regard des préoccupations des bénéficiaires et notamment l'impact en termes d'autonomie économique et alimentaire des bénéficiaires, ainsi que de la sécurité alimentaire de leurs communes
- Les résultats sur l'inclusion des femmes au sein des instances de gouvernance locale
- Les résultats sur le leadership des femmes formées ou participantes (en termes de décisions prises, entreprises ou structures créées, investissements réalisés, ou encore actions de plaidoyer menées)
- Les résultats sur la création et stabilité des organisations communautaires bénéficiaires du projet pour qu'elles définissent et mettent en œuvre leurs stratégies locales de pérennisation de leurs activités respectives.

- Les résultats sur la dynamique des plateformes et notamment l'échelle de temps pour que cette approche génère des impacts.
- Les résultats sur l'adéquation du type d'activités menées en la réponse à la crise sanitaire.

### 2.3. Méthodologie

Les principales étapes de réalisation de l'évaluation proposées sont les suivantes.

#### *Travail préparatoire*

- ✓ Revue documentaire : Prise de connaissance des principaux documents existants sur le projet et antécédents du projet
- ✓ Entretiens avec le comité de pilotage
- ✓ Réalisation d'une note de cadrage

#### *Mission terrain au Sénégal*

- ✓ Entretiens avec l'équipe d'Enda Graf Sahel
- ✓ Revue documentaire : consultation de la documentation disponible à Enda Graf Sahel
- ✓ Entretiens avec différents acteurs partenaires du projet
- ✓ Enquêtes et entretiens terrain auprès des groupes cibles et bénéficiaires du projet
- ✓ Restitution en direct au Sénégal

#### *Restitution*

- ✓ Rédaction du rapport provisoire
- ✓ Echanges avec le comité de pilotage sur la base du rapport provisoire
- ✓ Rédaction du rapport final

La méthodologie de réalisation de l'évaluation sera explicitée par le ou la consultant·e dans son offre. La qualité de la méthodologie proposée constituera un critère essentiel dans le choix final du ou de la consultant·e.

## 3. Aspects pratiques de l'évaluation

### 3.1. Calendrier

Le calendrier prévisionnel de l'évaluation est le suivant (dates au plus tard) :

22/06/2022	Publication de l'offre
31/07/2022	Date limite de réception des offres
01/10/2022	Démarrage de l'évaluation
10/10/2022	Mission terrain avec restitution locale
21/11/2022	Remise du rapport provisoire
01/12/2022	Réunion d'échange sur le rapport provisoire (à distance)
15/12/2022	Remise du rapport final

### 4.4. Modalités de sélection

La sélection des candidatures s'effectuera sur la base des critères suivants :

- Qualifications, expériences et compétences des consultant.e.s (y compris connaissance du pays) ;
  - o Domaine de formation de base (agronome, agroalimentaire, socio environnementaliste de préférence) ;
  - o Excellente maîtrise et connaissance de l'évaluation, celle rétrospective notamment ;
  - o Connaissance des principales thématiques du projet à évaluer (notamment sécurité alimentaire en milieu urbain et questions de genre);
  - o Expérience professionnelle dans les programmes de développement et de solidarité internationale, ou dans le domaine de la coopération décentralisée,

- Connaissance de la zone d'intervention appréciée (les Niayes particulièrement le département de Dakar) ;
- Maîtrise parfaite du Français et maîtrise du Wolof fortement appréciée
- Compréhension globale des termes de références ;
- Approfondissement de l'objet de l'évaluation, des questions évaluatives ;
- Méthodologie proposée ;
- Détail des prix et coût de la prestation, et calendrier de réalisation.

#### 4.5. Rendus attendus

Il sera demandé à l'équipe d'évaluation de réaliser :

- Une **note de cadrage** présentée au Comité de pilotage qui devra être validée avant le départ sur le terrain. Elle présentera une lecture synthétique du projet et fera le point des premières investigations sur la base des lectures documentaires et des échanges réalisés avant la mission terrain : elle présentera notamment la méthodologie et le plan de travail de la mission, les questions et hypothèses que les évaluateurs traiteront sur le terrain (en version électronique sous format Word), le nombre d'entretiens à réaliser avec les différentes parties prenantes et leur mode de traitement.
- Un **rapport provisoire** concluant l'évaluation sera remis au Comité de pilotage une semaine avant la restitution (en version électronique sous format Word).
- Une **restitution des principales conclusions et recommandations** sera réalisée à distance. Elle sera l'occasion d'échanger sur celles-ci avec le Comité de pilotage qui pourra formuler ses remarques sur le rapport provisoire.
- Dans la semaine suivant la restitution et l'envoi des éventuelles remarques sur le rapport provisoire par le Comité de pilotage, un **rapport définitif** sera envoyé en version électronique.

Ce rapport final comprendra :

a) Un rapport principal (maximum 30 pages hors annexes) qui comprendra :

- un rappel du contexte, des objectifs et la méthodologie employée ;
- les observations et résultats détaillés de l'évaluation en réponse aux questions évaluatives dont :
  - Des statistiques des effets et impacts qualitatifs et quantitatifs des actions mises en œuvre en faveur des communautés et territoires bénéficiaires ;
  - Des évidences sur comment le partenariat avec Weef France/Enda a contribué :
    - Au renforcement des capacités institutionnelles et techniques d'Enda ;
    - Au renforcement des compétences des acteur·ices dans les territoires du projet, sur les thématiques de travail majeures abordées (culture sur table, restauration populaire, transformation, genre, gouvernance, décentralisation, formation professionnelle, l'emploi et l'insertion des jeunes ect.) ;
    - Au renforcement des compétences des organisations communautaires bénéficiaires du projet (notamment les plateformes territoriales initiées dans le projet).
- des recommandations concrètes et pistes pour valoriser ce projet à une plus large échelle (la phase 2 du projet) .
- une annexe comprenant le planning détaillé de la mission d'évaluation, les différentes personnes rencontrées, lieux visités et les outils utilisés (planning de la visite, grille d'entretien, trame d'animation de focus group, questionnaires d'enquête...)

b) Une synthèse – résumé exécutif (3 pages maximum) reprenant, après une présentation générale rapide, les principales conclusions et recommandations.

Tous les livrables seront remis en langue française sous format électronique (.doc/.docx).

#### 4.6. Budget disponible

Le budget maximum disponible pour cette évaluation est de 13 000 euros.

#### **4.7. Modalités de candidature**

Les offres techniques et financières sont à envoyer par e-mail avant le 31/07/2022 minuit (heure française), à [recrutement@wecf.org](mailto:recrutement@wecf.org) en précisant l'objet « Evaluation FEDIAAC ».

Pour être étudiées les candidatures devront obligatoirement comporter une proposition technique respectant le canevas fourni en annexe, le(s) CV du ou des consultant·es proposé·es (comportant 3 références au minimum) ainsi qu'une proposition financière (devis), tenant en 7 pages maximum.

#### **Annexes**

Annexe 1 : Canevas de la proposition technique

Annexe 2 : Modèle de devis

## **Annexe 1 : Canevas de la proposition technique**

*La réponse aux Termes de Référence devra s'organiser autour des sections suivantes (maximum 10 pages hors annexes):*

### **1. Compréhension des Termes de Référence**

Cette section décrira entre autres la compréhension que l'équipe proposée a :

- des Termes de Référence présentés ;
- du contexte du projet ;
- du projet lui-même.

### **2. Méthodologie de travail et résultats attendus**

Cette section décrira entre autres :

- la méthodologie proposée pour atteindre les objectifs de l'évaluation de façon documentée, argumentée ;
- un chronogramme indicatif ;
- les résultats attendus ;
- les limites de l'évaluation ;
- toute autre information permettant une bonne compréhension de la méthode utilisée.

### **3. Composition de l'équipe évaluatrice**

Cette section décrira entre autres :

- la composition de l'équipe (si nécessaire) ;
- le profil des expert.e.s ;
- la complémentarité des deux expert.e.s ;
- les points forts de l'équipe proposée.

### **4. Annexes**

- les CV du/de la /des expert.e.s ;
- le devis de la prestation (cf. modèle fourni).

**Annexe 2 : Modèle de devis**

	coût unitaire TTC	nbre d'unité	total TTC
<u>Honoraires</u>			
Consultant·e 1 (nbre de jours)		0 jours	0 €
Consultant·e associé·e (nbre de jours) (si nécessaire)		0 jours	0 €
<u>Per diems</u>			
Terrain		0 jours	0 €
		0 jours	0 €
<u>Déplacements</u>			
Déplacements internationaux (sur justificatifs)		A/R	0 €
		A/R	0 €
Déplacement locaux mission terrain (location véhicule, essence...)		Forfait	0 €
<u>Autres frais</u>			
frais de reproduction de rapports, secrétariat, traduction...			0 €
<b>SOUS-TOTAL GENERAL</b>			<b>0 €</b>
<i>Imprévis (5% du sous-total) sur justificatifs</i>			<i>0 €</i>
<b>TOTAL</b>			<b>0 €</b>